

**MEMORIAL**  
**Journal Officiel**  
**du Grand-Duché de**  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**  
**Amtsblatt**  
**des Großherzogtums**  
**Luxemburg**

---

**RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE**

---

**B — N° 56**

**17 juillet 2007**

---

**S o m m a i r e**

<b>Comptes annuels et rapport de gestion relatifs à l'exercice 2005 de la Commission pour la Protection des Données.....</b>	<b>page 900</b>
--	-----------------

---

## Commission pour la protection des Données.

### Rapport de gestion relatif à l'exercice 2005.

L'activité de la Commission nationale au cours de l'année 2005 a été marquée par

- l'accompagnement de l'élaboration du projet de révision de la loi (en collaboration avec le Ministre de tutelle et la CNSAE)
- le déménagement de ses bureaux vers Luxembourg-Gare pour une phase transitoire avant son implantation à Belval-Ouest
- le traitement d'un grand nombre de formalités préalables à la mise en œuvre accomplies par les responsables en application du chapitre III de la loi
- les efforts déployés pour en optimiser la procédure et la prise en charge
- l'élaboration d'un nouveau formulaire de notification intégrant les versions allemande et française, la notification ordinaire et simplifiée, les lexiques et le guide d'utilisation
- le renouvellement du site Internet [www.cnpd.lu](http://www.cnpd.lu) (hébergé désormais auprès du CIE) avec un contenu plus étoffé et une présentation plus attractive
- la mise en ligne du registre public des traitements
- l'audit des mesures de sécurité des données auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale
- la traduction de la brochure d'information «Protection des données et vie privée» en portugais
- la poursuite de sa campagne d'information du public notamment à travers diverses séances d'information et l'édition avec l'Union luxembourgeoise des consommateurs du calendrier ULC 2006.

Il est à noter que la Commission nationale a connu une modification dans sa composition par le départ d'un membre effectif en milieu d'année, Monsieur Edouard Delosch ayant été remplacé le 18 octobre 2005 par Monsieur Thierry Lallemand qui occupait jusque-là le poste de juriste au service juridique et de documentation.

#### Dépenses de fonctionnement

Le cadre du personnel comprend outre les trois membres effectifs de la Commission nationale deux postes de fonctionnaires de la carrière moyenne (rédacteur) et est complété par un employé public à durée indéterminée assurant le secrétariat et par un juriste à durée déterminée affecté au service juridique.

Les deux fonctionnaires ont terminé avec succès leur période de stage et ont été titularisés comme rédacteur à l'issue de l'examen afférent en avril 2005.

Les vacances temporaires de postes au niveau des employés de l'Etat (juriste, secrétaire) se sont traduites par des économies sur le plan des rémunérations du personnel permanent et des dépenses additionnelles au niveau du personnel de remplacement respectivement de prestations de services de tiers.

Les auxiliaires temporaires (11 au total) que l'établissement public s'est vu affecter par l'Administration de l'Emploi au cours de l'année 2005 ont eux aussi collaboré activement aux travaux administratifs de la Commission nationale, bien qu'avec une durée moyenne de contrat d'à peine 6 mois, ces auxiliaires n'assurent pas une continuité suffisante permettant de confier aux demandeurs d'emploi en question – aussi qualifiés et motivés soient-ils – des tâches complexes et essentielles dans l'activité de la Commission.

La Commission nationale a dû recourir en outre à des prestations de services informatiques et à des consultations juridiques extérieures à défaut de disposer en interne des ressources nécessaires, bien qu'il eut été sans doute préférable pour la continuité du service, d'acquérir et de conserver les compétences afférentes au sein de l'établissement public.

La Commission nationale a procédé en 2005 à des investissements relatifs au développement et à la mise en service de l'application informatique spécifique dédiée à l'établissement du registre public des traitements prévu à l'article 15 de la loi et au suivi des dossiers de notifications et demandes d'autorisation préalables ainsi qu'à l'optimisation des procédures administratives. L'essentiel de l'effort financier afférent reposait cependant sur l'exercice 2004.

Le formulaire servant à la notification des traitements de données a été considérablement amélioré et permet désormais aux déclarants une meilleure convivialité dans l'utilisation et simplifie la gestion de leurs déclarations intégrant les versions allemande et française, la notification ordinaire et simplifiée, les lexiques et le guide d'utilisation.

Afin de contribuer à l'amélioration du niveau de sécurité appliqué aux traitements de données à caractère personnel dans l'activité des organismes de la Sécurité Sociale, la Commission Nationale a procédé à un audit de la sécurité avec l'assistance d'un expert externe. Cette analyse se situe dans le cadre de l'examen des demandes d'autorisation qui lui ont été soumises conformément à l'article 14 de la loi et dans l'examen desquelles l'appréciation du niveau approprié des mesures de sécurité organisationnelles et techniques représente un volet important, en particulier au regard des données sensibles traitées par lesdits organismes de sécurité sociale dans leur activité quotidienne.

Les frais d'entretien des locaux, les fournitures de bureau, frais de port et de télécommunications et autres charges générales d'exploitation ont connu une progression linéaire suivant l'augmentation du nombre de collaborateurs en activité.

Il est à noter par ailleurs que la Commission nationale n'a pas encore eu à supporter en 2005 de loyers et charges locatives, les locaux où sont installés ses bureaux lui étant mis à disposition par l'Etat conformément à l'article 37 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des données (-96.600 €).

Comme prévu au budget, les dépenses de publication et d'information du public ont connu une augmentation significative (+17.819,67 €) du fait de l'élargissement de communication au grand public (notamment pour l'élaboration et la diffusion du calendrier 2006 coédité avec l'ULC).

Les frais de déplacement et de séjour à l'étranger sont relatifs à la participation des membres effectifs de la Commission nationale aux différentes réunions, séances de travail et conférences organisées sur le plan européen dans le domaine de la protection des données où le Luxembourg se doit d'être représenté.

Les amortissements comptabilisés atteignent un montant total de 55.066,60 € et n'expliquent pas les investissements initiaux liés à la mise en place initiale des infrastructures nécessaires au fonctionnement de la Commission nationale.

Le total des frais de fonctionnement encourus par l'établissement public au cours de l'exercice 2005 s'élève à 963.014,18 €.

#### Recettes

Le montant des redevances perçues en application des articles 37 paragraphe (4) et 13 paragraphe (4) de la loi s'élève à 84.465,30 €. La diminution du nombre de notifications effectuées par les responsables de traitement de données explique la baisse du montant total de redevances afférentes perçues. En outre des produits financiers ont pu être enregistrés à hauteur de 8.797,60 €.

#### Résultat d'exploitation

Compte tenu de la dotation annuelle de 978.000 € dont la Commission nationale a bénéficié en 2005 de la part de l'Etat en application de l'article 37 paragraphe (4) de la loi, le résultat d'exploitation de l'établissement public s'établit à 108.248,72 € au 31 décembre 2005.

Compte tenu que la Commission nationale n'a pas encore eu à supporter en 2005 de loyers et charges locatives, le montant de 96.600 € initialement prévu au budget des dépenses sera déduit du budget 2006 et le solde de 11.648,72 € sera reporté à nouveau sur l'exercice suivant.

Esch-sur-Alzette, le 31 mars 2006.

La Commission nationale pour la protection des données.

Gérard Lommel  
Président

Thierry Lallemand  
Membre effectif

Pierre Weimerskirch  
Membre effectif

#### Bilan

##### **ACTIF**

	EXERCICE AU 31/12/2005	%	EXERCICE AU 31/12/2004	%
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Autres inst. outil, mobilier	87.068,30	20,69	126.512,68	47,66
Immobilisations corporelles	87.068,30	20,69	126.512,68	47,66
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>87.068,30</b>	<b>20,69</b>	<b>126.512,68</b>	<b>47,66</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Créances				
Autres créances	15.624,44	3,71	19.937,84	7,51
	15.624,44	3,71	19.937,84	7,51
Banques, Caisse, CCP	318.222,89	75,60	119.016,23	44,83
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>333.847,33</b>	<b>79,31</b>	<b>138.954,07</b>	<b>52,34</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>420.915,63</b>	<b>100,00</b>	<b>265.466,75</b>	<b>100,00</b>

**Bilan**

**PASSIF**

	EXERCICE AU 31/12/2005	%	EXERCICE AU 31/12/2004	%
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Patrimoine	200.000,00	47,52	200.000,00	75,34
Résultats reportés	5.604,28	1,33	-45.074,03	-16,98
Résultat de l'exercice	108.248,72	25,72	50.678,31	19,09
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>313.853,00</b>	<b>74,56</b>	<b>205.604,28</b>	<b>77,45</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Autres provisions	49.278,00	11,71	24.000,00	9,04
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>49.278,00</b>	<b>11,71</b>	<b>24.000,00</b>	<b>9,04</b>
<b>DETTES</b>				
Dettes achats et prest. de services	21.454,68	5,10	4.513,15	1,70
Dettes fiscales, sécurité sociale et salaires	33.673,85	8,00	31.349,32	11,81
Autres dettes	2.656,10	0,63	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>57.784,63</b>	<b>13,73</b>	<b>35.862,47</b>	<b>13,51</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>420.915,63</b>	<b>100,00</b>	<b>265.466,75</b>	<b>100,00</b>

**Comptes de profits et de pertes**

	EXERCICE AU 31/12/2005	%	EXERCICE AU 31/12/2004	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Chiffre d'affaires	84.465,30	7,95	70.668,00	6,92
Autres produits d'exploitation	978.000,00	92,05	950.000,00	93,08
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>1.062.465,30</b>	<b>100,00</b>	<b>1.020.668,00</b>	<b>100,00</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Autres charges externes	-386.102,02	-36,34	-410.598,74	-40,23
Salaires et traitements	-495.085,51	-46,60	-500.037,10	-48,99
Charges sociales	-26.511,85	-2,50	-24.881,83	-2,44
Corr. de valeur sur frais d'étab. imm. cor. incor.	-55.066,60	-5,18	-42.413,45	-4,16
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>-962.765,98</b>	<b>-90,62</b>	<b>-977.931,12</b>	<b>-95,81</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>99.699,32</b>	<b>9,38</b>	<b>42.736,88</b>	<b>4,19</b>
Intérêts et produits assimilés	8.797,60	0,83	8.044,87	0,79
Intérêts et charges assimilées	-248,20	-0,02	-103,44	-0,01
<b>Résultat financier</b>	<b>8.549,40</b>	<b>0,80</b>	<b>7.941,43</b>	<b>0,78</b>
<b>Résultat avant affectation</b>	<b>108.248,72</b>	<b>10,19</b>	<b>50.678,31</b>	<b>4,97</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>108.248,72</b>	<b>10,19</b>	<b>50.678,31</b>	<b>4,97</b>

## ANNEXES AU 31 DECEMBRE 2005

(Montants en Euros)

### 1. Généralités

La **Commission nationale pour la protection des données**, constituée sous la forme d'un établissement public, est une autorité indépendante nouvellement instaurée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle est chargée de contrôler et de vérifier la légalité des traitements des données à caractère personnel et doit assurer le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes en matière de protection des données.

Tous les ans, la Commission nationale rend compte, dans son rapport écrit aux membres du Gouvernement en conseil, de l'exécution de ses missions. Dans ce rapport, elle relève plus particulièrement l'état des notifications et des autorisations, les déficiences ou abus qui ne sont pas spécifiquement visés par les dispositions légales, réglementaires et administratives existantes.

Elle publiera son rapport annuel. Le rapport est avisé par la commission consultative des droits de l'homme, organe consultatif du gouvernement en matière de droits de l'homme sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg dont la composition et les attributions sont déterminées par règlement grand-ducal.

L'exercice financier de la Commission nationale coïncide avec l'année civile. Avant le 31 mars de chaque année, la Commission nationale arrête son compte d'exploitation de l'exercice précédent, ensemble avec son rapport de gestion. Avant le 30 septembre de chaque exercice, la Commission nationale arrête le budget pour l'exercice à venir. Le budget, les comptes annuels et les rapports arrêtés sont transmis au Gouvernement en conseil qui décide de la décharge à donner à la Commission nationale. La décision constatant la décharge accordée à la Commission nationale ainsi que les comptes annuels de la Commission nationale sont publiés au Mémorial.

### 2. Principes, règles et méthodes comptables

La Commission nationale tient ses livres en euros (EUR) et les comptes annuels ont été préparés en accord avec les principes comptables généralement admis au Luxembourg et en utilisant notamment les règles d'évaluation suivantes:

#### a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie estimée soit:

Matériel informatique:	3 ans
Matériel de bureau:	4 ans
Mobilier:	8 ans

#### b) Conversion des devises

Les transactions en devises durant l'année sont enregistrées au cours du jour de la transaction. Pour les avoirs en banques, les montants en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture. Pour les avances, les créances et les dettes, les bénéfices et les pertes de change réalisés et les pertes de change non réalisées sont enregistrés au compte de profits et pertes. Les autres éléments sont tenus au cours de change historique.

### 3. Immobilisations corporelles

Les mouvements des immobilisations corporelles survenus au cours de la période se résument comme suit:

	2005	2004
Prix d'acquisition		
– au début de l'exercice	194.646,16	133.295,48
– acquisitions nettes au cours de l'exercice	15.622,22	61.350,68
– retraits de l'exercice	0,00	0,00
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	210.268,38	194.646,16
Corrections de valeur		
– au début de l'exercice	68.133,48	25.720,03
– de l'exercice	55.066,60	42.413,45
– annulées	0,00	0,00
Corrections de valeur cumulées	123.200,08	68.133,48
Valeur nette à la fin de l'exercice	87.068,30	126.512,68

#### 4. Autres créances

Les autres créances se composent comme suit:

	2005	2004
Rémunérations payées d'avance	15.624,44	19.937,84
Dotation à recevoir	0,00	0,00

#### 5. Avoirs en banque

Ce poste se subdivise comme suit:

	2005	2004
CCPL	5.285,24	15.857,24
BCEE	312.833,51	103.156,61
Caisse	104,14	2,38

#### 6. Fonds propres

Au moment de sa création, la Commission nationale bénéficie d'une dotation initiale de deux cent mille euros (200.000,00 EUR) à charge du budget de l'Etat. L'Etat met à sa disposition les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au bon fonctionnement et à l'exercice de ses missions.

La Commission nationale est autorisée à prélever la contrepartie de ses frais du personnel en service et de ses frais de fonctionnement par la redevance à percevoir telle que prévue à l'article 13 de la présente loi. Pour le solde des frais restant à couvrir dans le cadre de ses missions conférées par la présente loi, la Commission nationale bénéficiera d'une dotation d'un montant à déterminer sur une base annuelle et à inscrire au budget de l'Etat.

#### 7. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour but de valoriser le risque lié à des recours en justice pour dossiers litigieux. Ainsi, lors de la séance de délibération du 17 décembre 2004 la Commission Nationale a décidé d'estimer la charge engendrée par les frais de justice à 48.000 EUR et a décidé de provisionner 100% de cette somme pour l'année 2005. Par ailleurs une provision pour charges (frais de voyage) a été comptabilisée à hauteur de 1.278,00 EUR.

#### 8. Dettes

Les dettes figurent avec leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

	2005	2004
Fournisseurs et charges à payer	24.110,78	4.513,15
Centre d'affiliation	13.240,65	8.763,92
Impôts sur rémunération	20.433,20	22.585,40

Luxembourg, le 29 mars 2006.

#### ATTESTATION

Par la présente, nous attestons les comptes de la Commission Nationale pour la Protection des Données, ayant son siège social à L-1611 LUXEMBOURG, 41, avenue de la Gare, au 31 décembre 2005.

Nous avons constaté que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2005 dont la somme bilantaire s'élève à 420.915,63 EUR et le bénéfice à 108.248,72 EUR, sont en concordance avec la comptabilité et les pièces comptables qui nous ont été soumises.

La Commission nationale n'a pas encore eu à supporter en 2005 de loyers et charges locatives, ce qui explique la diminution des dépenses de loyers de 96.600,00 EUR inférieures au montant prévu dans le budget prévisionnel 2005.

Le total des capitaux propres s'élève à 313.853,00 EUR.

Luxembourg, le 29 mars 2006.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg S.A.